



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/800
27 septembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 27 SEPTEMBRE 1996, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Je souhaite appeler votre attention sur le document S/1996/774 du Conseil de sécurité, présenté par un représentant de la Corée du Sud, et qui appelle notre réponse.

Comme nous l'avons déjà expliqué dans la déclaration du porte-parole du Ministère des forces armées populaires en date du 23 septembre 1996 (voir S/1996/768, annexe), une unité de l'armée populaire coréenne a quitté le port de Wonsan le 13 septembre 1996 à bord d'un petit sous-marin école pour mener des manoeuvres d'entraînement ordinaires dans les eaux situées de notre côté de la mer de l'Est. Il se trouve que ce sous-marin a eu des ennuis de moteur, a dérivé est venu s'échouer près de Kangrung.

Les autorités sud-coréennes ont exagéré l'importance de l'incident en une tentative de l'utiliser à leurs propres fins politiques.

Il ne sied guère à la Corée du Sud, qui n'est pas partie à l'Accord d'armistice, de parler de respecter ce dernier. Dès le départ, les autorités sud-coréennes ont fait objection à la conclusion dudit accord et, en collaboration avec les troupes américaines, l'ont systématiquement saboté tout en accélérant les préparatifs de guerre.

Cet incident montre encore une fois au monde le véritable visage barbare et bestial de nos ennemis.

Notre peuple et l'armée populaire sont de plus en plus indignés devant les massacres perpétrés par ces ennemis.

Si ceux-ci ne nous rendent pas inconditionnellement notre petit sous-marin, nos survivants et les dépouilles de nos morts, et continuent d'exploiter l'incident pour réaliser leurs sinistres objectifs politiques, nous nous verrons obligés de prendre d'énergiques contre-mesures.

La délégation de la République populaire démocratique de Corée suivra très attentivement l'évolution de la situation.

96-25660 (F) 300996 300996

/...

9625660

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes (le rapport de la réunion mixte d'urgence du Gouvernement, des partis politiques et des organisations sociales de la République populaire démocratique de Corée et la déclaration de l'Agence de presse centrale coréenne) comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) KIM Hyong U

ANNEXE I

Rapport de la réunion mixte d'urgence du Gouvernement, des partis politiques et des organisations sociales de la République populaire démocratique de Corée, daté du 26 septembre 1996

Une réunion mixte d'urgence du Gouvernement, des partis politiques et des organisations sociales de la République populaire démocratique de Corée s'est tenue le 26 septembre 1996 touchant la grave situation survenue récemment dans la péninsule de Corée, que les autorités sud-coréennes ont mise au seuil de la guerre.

Ont assisté à la réunion mixte le camarade Pak Song Chol, membre du Bureau politique du Comité central du Parti des travailleurs de Corée et Vice-Président de la République populaire démocratique de Corée, le camarade Yang Hyong Sup, membre suppléant du Bureau politique du Parti des travailleurs de Corée et Président de l'Assemblée populaire suprême de la République populaire démocratique de Corée, M. Kim Byong Sik, Président du Comité central du Parti social-démocrate de Corée, Mme Ryu Mi Yong, Présidente du Comité central du Parti Chunduiste Chongu, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires du Gouvernement et membres éminents de partis politiques et d'organisations sociales.

La question examinée à la réunion était la prise de contre-mesures face aux actes inconsidérés de provocation des autorités sud-coréennes qui amènent la situation sur la péninsule coréenne au seuil de la guerre.

Les participants ont condamné les autorités sud-coréennes pour avoir brutalement mis à mort nos soldats de l'armée populaire qu'une soudaine panne de moteur survenue au cours de manoeuvres d'entraînement ordinaire le 18 septembre 1996 avaient obligés à débarquer près de Kangrung, en Corée du Sud, et ont souligné à l'unanimité que les autorités sud-coréennes devraient payer chèrement leurs actes malfaisants.

La réunion mixte d'urgence a adopté une décision sur la prise de contre-mesures énergiques en réponse aux dangereuses manoeuvres de la clique de Kim Young Sam, qui exploite abusivement l'accident survenu au cours des manoeuvres, aggrave ce faisant l'affrontement entre le Nord et le Sud et amène la situation sur la péninsule de Corée au seuil de la guerre, après avoir brutalement réprimé les manifestations pacifiques en faveur de l'unification organisées par les étudiants du "Han Chong Ryon" de Corée du Sud le 15 août 1996 en établissant un rapport déraisonnable entre eux et nous.

ANNEXE II

Déclaration de l'Agence de presse centrale coréenne,
datée du 27 septembre 1996

Comme il a déjà été signalé, une unité auxiliaire de l'armée populaire coréenne effectuait une manoeuvre d'entraînement ordinaire à bord d'un petit sous-marin école dans les eaux du nord de la mer de l'Est le 18 septembre, mais des ennuis de moteur l'ont fait dériver vers le sud et s'échouer dans les eaux au large de Kangrung, au sud de cette ville.

À cet égard, le porte-parole du Ministère des forces armées populaires de la République populaire démocratique de Corée, dans une déclaration datée du 23 septembre, a officiellement confirmé qu'un petit sous-marin école des forces armées populaires était venu s'échouer dans les eaux de la Corée du Sud et exigé que les soldats survivants et les dépouilles des soldats morts nous soient rendus immédiatement et sans conditions.

Cela démontrait la bonne volonté de la Corée du Nord et son souhait de ne pas voir l'incident provoquer des tensions ou une situation malencontreuse qui n'auraient pas été propices à la paix et à la réunification pacifique de la péninsule coréenne.

Toutefois, les autorités sud-coréennes n'ont pas fait preuve d'une bonne volonté comme la nôtre pour régler pacifiquement le problème, elles ont répondu par des calomnies et des défis encore plus violents, et continuent d'exploiter l'incident pour servir leurs sinistres fins politiques. Dès le départ, elles ont adopté une attitude de provocation extrêmement dangereuse.

Bien qu'ayant directement confirmé que le sous-marin nord-coréen s'était échoué près de Kangrung après avoir dérivé à la suite d'une panne de moteur le 18 septembre, elles ont déclaré qu'il s'agissait d'un "navire espion armé" et ont lancé une campagne de provocation.

Bien qu'ayant déterminé que l'équipage du sous-marin n'avait pas pu faire autrement que gagner la terre ferme du fait que le navire s'était échoué, elles ont qualifié les membres de cet équipage d'"espions infiltrateurs" et ont mobilisé une équipe mixte de l'armée et de la police pour les rechercher et les abattre.

Les soldats nord-coréens auraient dû être sauvés et protégés dans la mesure où ils se trouvaient en danger à la suite d'un accident survenu en mer au cours d'une manoeuvre d'entraînement.

À la consternation de la population, les autorités sud-coréennes ont traité les soldats nord-coréens d'"espions armés" et de "bandits communistes armés" et en ont fait la cible d'attaques militaires par l'équipe mixte de l'armée et de la police sud-coréenne envoyée à leur recherche.

Les autorités sud-coréennes ont mobilisé des hélicoptères et des dizaines de milliers de soldats, de policiers et de membres des forces de réserve pour ratisser jour et nuit les montagnes et les quartiers résidentiels de la zone de

Kangrung pour tuer les soldats nord-coréens qui n'avaient pas d'armes pour se défendre.

Au cours de cette opération, près d'une vingtaine de soldats nord-coréens ont été massacrés de sang froid. Il n'y avait aucune raison pour qu'ils fassent la cible de coups de feu. Ils n'avaient ni les armes ni le matériel nécessaire pour procéder à une invasion et à des destructions. En outre, les soldats tués faisaient partie de l'équipage : il s'agissait notamment du commandant de bord, du chef mécanicien et du navigateur, comme l'ont annoncé les radios sud-coréennes. Qu'auraient-ils pu faire sur la terre ferme après avoir abandonné leur navire?

Quant à la propagande des autorités sud-coréennes concernant l'"intrusion d'un navire-espion armé" et d'"espions armés", des représentants des États-Unis, du Japon et d'autres pays occidentaux ont émis quelques doutes, disant qu'il n'apparaissait pas clairement s'il s'agissait ou non d'une intrusion et que l'on ignorait ce que les intrus entendaient faire, ce qui vient démentir l'argument faisant état d'"intrusion" et d'"espions".

En fait, les soldats nord-coréens ont débarqué sans armes, car ils avaient laissé à bord les armes individuelles qu'ils avaient utilisées lors de l'exercice. En outre, ils n'ont rien attaqué ni détruit et n'ont fait de mal à personne.

Les autorités sud-coréennes sont en train de faire monter la tension en exploitant l'incident, qui aurait pu être réglé de façon pacifique, aux fins d'aggraver l'affrontement entre les deux Corée.

Leur objectif est évident. Le régime de Kim Young Sam est très fragilisé par une grave crise politique et économique dans le pays et à l'étranger. En Corée du Sud, il fait l'objet d'attaques de la part de larges secteurs de la population et des partis d'opposition à la veille de la campagne pour les "élections présidentielles". Dans les relations Nord-Sud, il n'est pas reconnu comme interlocuteur dans le dialogue. En outre, le risque de perdre la protection des États-Unis et du Japon le préoccupe au plus haut point.

Les autorités sud-coréennes cherchent à sortir de la crise en aggravant les tensions, et pour cela elles calomnient leurs homologues nord-coréens et ouvrent le feu sur la péninsule coréenne.

Si les soldats des forces populaires avaient été des "commandos" ou des infiltrateurs comme le décrivent les fantoches sud-coréens, ils auraient été munis des armes et du matériel nécessaires et auraient annihilé les soldats et policiers fantoches, même s'il y en avait eu 10 000.

La frénétique campagne anti-République populaire démocratique de Corée que mène le groupe de Kim Young Sam à propos de l'accident n'est pas autre chose que l'acte désespéré de gens qui ont commis des crimes contre la nation.

Mais les autorités sud-coréennes se trompent. Même si elles demandent de l'aide à leurs maîtres américains et japonais, portent l'affaire devant l'Assemblée générale des Nations Unies et menacent de réexaminer leur "politique

/...

envers la Corée du Nord", elles ne pourront jamais produire un "navire espion" ou des "espions" car la pluie ne tombe pas d'un ciel sans nuages.

Leur campagne arguant de "navire espion" et d'"espions" fictifs ne fera qu'aggraver la situation et entraîner la guerre sur la péninsule coréenne.

Le traître Kim Young Sam a demandé des "contre-mesures énergiques" et fomenté la guerre, arguant que les États-Unis et le Japon auraient déclaré la guerre contre un pays qui aurait infiltré "un sous-marin armé et une unité spécialisée" chez eux. Cela montre clairement dans quelle direction il veut porter l'affaire. On ne peut interpréter sa déclaration autrement : il veut engager une guerre contre le Nord.

Notre position en ce qui concerne la guerre et la paix est déjà bien connue. Nous voulons la paix, mais nous sommes tout à fait prêts à punir ceux qui troublent la paix.

C'est en Corée du Sud que le premier coup a été tiré, et nous ne pouvons pas continuer de jouer indéfiniment les victimes.

Lorsque les fantoches sud-coréens ont brutalement réprimé les manifestations patriotiques en faveur de la réunification organisées vers le 15 août par les conseils universitaires d'étudiants et des étudiants de la Fédération de la Corée du Sud en mobilisant des centaines de milliers de policiers, et qu'ils ont blessé et emprisonné des milliers de manifestants dans une frénésie fasciste anti-communiste contre le Nord, nous avons fait preuve de maîtrise de nous-mêmes et avons espéré que la raison prévaudrait.

Même lorsque les autorités sud-coréennes ont ouvert le feu sur nos soldats rescapés du naufrage du sous-marin et en ont tué plusieurs, nous avons fait preuve de la plus grande retenue et leur avons demandé de nous rendre le navire, les survivants et les dépouilles des morts, animés comme nous l'étions par le souhait de régler pacifiquement le problème.

Notre demande représente l'exercice du droit légitime de la victime. Les autorités sud-coréennes, qui ont été les premières à enfreindre le droit, auraient dû faire montre de bonne volonté devant notre demande légitime. Mais elles nous ont répondu en mobilisant de plus grands nombres encore de soldats et de policiers dans le cadre d'une opération sauvage visant à tuer les survivants et en lançant une campagne tendant à gonfler et à "internationaliser" l'incident.

Il apparaît à l'évidence que nous, les victimes, ne saurions faire preuve de retenue plus longtemps, étant donné l'arrogance croissante avec laquelle se comportent les coupables. En tant que victimes, nous avons le droit de riposter contre les agresseurs, et notre riposte sera de cent ou mille fois supérieure. Quel que soit le type de riposte que nous choisirons, ce sont les fantoches sud-coréens qui porteront l'entière responsabilité de ce qui s'ensuivra. C'est par le feu qu'il faut lutter contre le feu.

Les éléments belliqueux sud-coréens, en ouvrant le feu inconsidérément, approchent de la zone rouge.

Les autorités sud-coréennes doivent mettre immédiatement fin à leur campagne mal intentionnée concernant notre navire naufragé, nous rendre notre sous-marin et les membres de l'équipage morts ou survivants, immédiatement et sans conditions.

Notre patience a des limites, et nous n'attendrons pas éternellement.
